

Déclaration de l'Union européenne à l'examen de politique commerciale de Madagascar, 14 et 16 juillet 2015

Déclaration du Chef Adjoint Detlev Brauns

Monsieur le Président,

J'aimerais tout d'abord souhaiter la bienvenue à la délégation de Madagascar dont nous allons examiner la politique commerciale aujourd'hui ainsi que le 16 juillet prochain, et remercier Monsieur Henri Rabesahala, Ministre du commerce et de la consommation, pour son intervention.

Je voudrais également remercier le secrétariat de l'OMC et le gouvernement de Madagascar pour leurs rapports ainsi que notre rapporteur, Son Excellence Monsieur Luc-Joseph Okio, pour son analyse.

Comme le relève le rapport du Secrétariat, la croissance économique de Madagascar durant la période 2009-2014 (de moins de 1% en moyenne par an) est restée bien en deçà de son potentiel, le pays sortant de sa quatrième crise socio-politique en vingt ans. Cependant, malgré les conséquences lourdes de la crise, le gouvernement de Madagascar a entrepris des réformes commerciales importantes. L'Union européenne salue ces efforts et encourage Madagascar à mettre en valeur les richesses de ses terres ainsi que son savoir-faire afin de contribuer davantage à la reprise économique ayant débuté l'année passée.

La coopération européenne au développement est active à Madagascar depuis 1959. Depuis le 23 juin 2000, le partenariat Madagascar-UE s'inscrit dans l'accord de Partenariat ACP-UE révisé à Cotonou.

En outre, les relations entre l'UE et Madagascar se sont renforcées depuis la signature en 2009 d'un accord de partenariat économique



European
Union

MISSION TO THE
WORLD TRADE
ORGANIZATION

GENEVA



(accord signé par Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe) dont l'application provisoire a commencé le 14 Mai 2012. Il s'agit d'un accord sur l'accès au marché dans lequel figure des chapitres sur les règles d'origine, la coopération au développement, les produits de la pêche, la défense commerciale et le mécanisme de règlement des différends. Cet accord vise à renforcer la relation bien établie entre l'UE et les pays d'Afrique orientale et australe vers un partenariat plus large en faveur du commerce, de l'investissement et de la coopération. Il devrait favoriser le développement durable ainsi qu'une meilleure utilisation du potentiel économique de ces pays, les appuyer dans leurs efforts de réforme et d'adoption de règles pour une meilleure insertion dans le commerce mondial et contribuer à l'intégration économique et commerciale plus poussée de la région d'Afrique orientale et australe.

Madagascar est un partenaire important dans la région, notamment dans le cadre de la Communauté de l'Océan Indien (COI). Son intégration régionale est cependant freinée par la faiblesse de ses infrastructures. Les échanges commerciaux restent faibles et la marge de progrès en matière d'intégration économique reste importante.

Pour que Madagascar réalise son ambition de développement et réduise la pauvreté par la relance d'une croissance durable et inclusive, il est important que le pays poursuive les réformes, surtout dans les secteurs de la gouvernance et des infrastructures en tant que leviers pour les investissements publics et privés.

Dans le cadre de la coopération au développement, et plus particulièrement dans le cadre du 11^{ème} Fonds européen de développement, l'UE a alloué 518 millions d'euros pour la période 2014-2020. Cet appui se focalisera sur la gouvernance, les infrastructures en soutien au développement économique et le développement rural.

S'agissant des réformes commerciales de Madagascar, l'Union européenne se félicite des efforts remarquables entrepris par le pays récemment, notamment pour mettre à jour ses notifications à l'OMC, y compris à la Base de données intégrée (IDB), et l'encourage fortement à continuer dans cette voie en entreprenant les mesures nécessaires en vue de sa notification à l'OMC du classement de chaque disposition de l'Accord sur la facilitation des échanges.

Enfin, l'UE souhaite que la stabilité politique et constitutionnelle soient rapidement restaurées à Madagascar afin que le pays puisse rapidement tirer profit de ses abondantes richesses et poursuivre ses objectifs de construction d'une économie stable, inclusive, durable, diversifiée et ouverte sur le monde.

Monsieur le Président,

Nous attendons avec intérêt la discussion d'aujourd'hui et d'après-demain et, au nom de l'UE, je souhaite à Madagascar un plein succès pour cet examen de politique commerciale. Je vous remercie.